

Une justice ciblée, une économie captée, une richesse accaparée

Cui bono ?¹



Introduction

À Madagascar, la justice bouge. Des arrestations tombent, des dossiers avancent, des réseaux fonciers sont démantelés, des accords de coopération internationale se signent. Tout cela est visible, et parfois spectaculaire².

Mais une question, plus sourde, reste posée par une partie de la population : pourquoi l'effort judiciaire semble-t-il frapper plus vite certains profils en épargnant les mécanismes économiques qui nourrissent le blocage national, au premier rang desquels l'énergie ?

Car si l'on cherche un point de strangulation de l'économie, un endroit où l'État dépense sans maîtriser, où les marges sont opaques, où les dépendances sont structurelles, où la souveraineté se dissout dans des contrats, l'électricité apparaît comme un candidat évident.

Le cœur du débat n'est pas l'origine des acteurs. Il est la transparence des règles, l'équité devant la loi, et la capacité d'un pays à contrôler les leviers qui conditionnent tout le reste.

¹ Cui bono, « A qui profite-t-il ? », « Pour quel profit ? », locution latine empruntée à l'orateur romain et homme d'État Marcus Tullius Cicero, dans son discours Pro Roscio Amerino

² <https://bianco-mg.org/spoliation-fonciere-a-nosy-be-plus-de-416-hectares-de-terrains-de-la-sirama-s-a-au-coeur-dune-vaste-affaire-judiciaire/>

Le visible : une justice qui montre les dents

Depuis plusieurs mois, le BIANCO³ met en avant des affaires de spoliation foncière avec des suites judiciaires lourdes, y compris des mandats de dépôt et des mesures de contrôle judiciaire.

L'exemple de Nosy Be est emblématique, une affaire portant sur plus de 416 hectares liés à la SIRAMA, présentée comme un dossier structuré, documenté, avec des actes reprochés étalés sur plusieurs années⁴.

Dans le même temps, des figures politiques de premier plan peuvent être placées en détention préventive sur des chefs graves, liés notamment à la répression de manifestations, selon les déclarations du parquet relayées par la presse⁵.

Et sur un registre différent, le ministère de la Justice communique aussi sur des signaux de coopération internationale, comme l'accord Madagascar-Suisse autour du gel et de la restitution d'avoir illicites, annoncé comme un levier contre l'enrichissement illicite au-delà des frontières⁶.

Tout cela existe. Tout cela compte. Mais ce n'est qu'une partie de l'image.

Le nœud économique : l'énergie, ou la dépendance organisée

La JIRAMA n'est pas seulement une entreprise publique en difficulté. C'est un système. Un système qui conditionne la production, la compétitivité, les prix, l'emploi, l'eau, la sécurité, la confiance des bailleurs, et même la stabilité politique.

Le dossier Diapason sur l'énergie⁷ décrit une mécanique lourde, technique et financière, qui finit par produire une évidence : l'État paie cher, vend bas, perd beaucoup, et reste dépendant.

Des dysfonctionnements techniques massifs

- Des pertes techniques et commerciales élevées, de l'ordre de 30 à 35% selon le dossier, ce qui signifie qu'une part importante de l'électricité produite ou achetée ne se transforme pas en recettes.
- Un mix très exposé au thermique, avec une dépendance marquée aux carburants importés, dont une part importante en fioul et diesel.

³<https://bianco-mg.org/spoliation-fonciere-a-nosy-be-plus-de-416-hectares-de-terrains-de-la-sirama-s-a-au-coeur-dune-vaste-affaire-judiciaire/>

⁴<https://bianco-mg.org/spoliation-fonciere-a-nosy-be-plus-de-416-hectares-de-terrains-de-la-sirama-s-a-au-coeur-dune-vaste-affaire-judiciaire/>

⁵<https://www.lexpress.mg/2026/01/poursuite-judiciaire-le-general.html>

⁶<https://www.lexpress.mg/2025/12/madagascar-suisse-un-accord-sur-le-gel.html>

⁷<https://www.diapason.mg/comprendre-la-situation-energetique-de-madagascar/>

Une arithmétique financière intenable

Le dossier Diapason documente le recours massif à des groupes électrogènes, environ 196 unités, et évoque des coûts fixes annuels très élevés, de l'ordre de 116 millions d'euros.

Surtout, il met en regard un coût de production autour de 2 946 ariary par kWh, pour un tarif moyen facturé autour de 372 ariary par kWh, autrement dit une vente structurellement déficitaire.

Dans ce contexte, les pertes et l'endettement deviennent mécaniques. Le dossier cite par exemple des pertes importantes et une dette élevée à l'échelle du pays.

Le point sensible : les tiers, la concentration, l'opacité

La question n'est pas de dire que tout acteur privé est illégitime. Le privé est nécessaire, y compris dans les énergies renouvelables, y compris dans l'urgence. La question est la forme du partenariat : à quelles conditions, avec quels contrôles, et avec quelle transparence ?

Le même corpus Diapason insiste sur un élément clé : la dépendance de la JIRAMA à des fournisseurs et partenaires privés (Jovena, Axian, Filatex...), dans un environnement où l'opacité contractuelle alimente les soupçons.

La cartographie⁸ Diapason souligne en particulier que l'État est lourdement endetté envers des fournisseurs de carburant et de groupes, en citant Jovena et les fournisseurs de groupes électrogènes comme créanciers majeurs.

Elle avance aussi une idée qui mérite débat, parce qu'elle touche au nerf du pouvoir économique : certains groupes contrôlent des pans entiers de l'énergie et du carburant.

Dans un pays où l'électricité est rare, chère, instable, contrôler la chaîne énergie carburant n'est pas un marché comme un autre. **C'est contrôler l'oxygène de l'économie.**

La question que la rue formule mal, mais qu'elle pose vraiment

La perception populaire, elle, est brutale, souvent imprécise, parfois injuste : une minorité visible semble au sommet de l'économie, emploie beaucoup de main d'œuvre malgache, et reste hors d'atteinte quand l'État s'enfonce.



Image Forbes©

⁸ <https://www.diapason.mg/cartographie-economique-des-communautes-une-nation-des-visages/>

Ce ressenti se nourrit de trois réalités qui, elles, sont objectivables.

1. La concentration économique est visible

Les réseaux d'affaires se structurent, certains groupes deviennent des interfaces quasi obligées sur des secteurs stratégiques.

2. Les élites économiques se représentent entre elles

La cartographie Diapason cite des figures souvent perçues comme des représentants économiques influents, présents dans les scènes internationales ou les cercles de décision, ce qui renforce l'idée d'un entre soi.

3. L'impunité perçue naît du silence sur les contrats

Quand les tarifs, les coûts d'achat, les marges, les clauses de capacité, les indexations carburant, les garanties souveraines ne sont pas publiés, la population remplit le vide avec des récits. Et plus le quotidien se dégrade, plus ces récits deviennent accusateurs.

4. Le paradoxe des millionnaires

C'est peut-être le contraste le plus incompris, donc le plus dangereux. À mesure que le pays s'enfoncé, que le pouvoir d'achat se contracte, que l'électricité coupe, que l'État semble manquer d'air, la population voit pourtant apparaître, ou se consolider, une couche de nouveaux millionnaires. Elle ne lit pas cela comme une réussite individuelle. Elle le lit comme un signe de système. **Si l'économie réelle recule, comment la richesse privée peut-elle monter aussi vite.**

Ce paradoxe alimente une idée simple. La prospérité ne viendrait plus de la création de valeur partagée, mais de positions de rente. Importer, revendre, capter des contrats, contrôler un maillon vital, se couvrir en devises, déplacer le risque vers l'État. Dans un pays où l'énergie conditionne la production, chaque délestage devient la preuve quotidienne d'une économie à deux vitesses.

Et quand les chiffres ne sont pas publiés, contrats, marges, coûts réels, bénéficiaires effectifs, la perception bascule. Le doute devient accusation. La frustration devient soupçon d'impunité. Le débat économique se transforme en fracture sociale.



Groupe (dirigeant)	2015	2016-2018	2019-2020	2022	2023	Lecture rapide
AXIAN Group (H. Hiridjee)	515 M\$ (Agence Ecofin)	ND	ND	1,9 Md \$	2,5 Md \$ (Forbes Afrique)	x3,7 (2015→2022) et x4,9 (2015→2023)
AXIAN Telecom (périmètre telecom du groupe)	ND	ND	ND	827,5 M\$ (axian-telecom.com)	1 089,4 M\$ (axian-telecom.com)	Chiffres « solides » car issus d'états financiers
Groupe FILATEX (H. Yavarhoussen)	ND	ND	ND	ND	≈300 M€ (Forbes Afrique)	Autre repère publié : ≈80 M€ (ordre de grandeur, 2021) (LinkedIn)
Groupe SIPROMAD (Y. Akbaraly)	ND	ND	ND	ND	ND	Repères publiés : « de 20 000€ à 200 M€ » (sur 20 ans) + 235 M€ en 2019

Comment une petite minorité peut s'enrichir fortement quand l'économie stagne

Ce décalage peut s'expliquer sans invoquer l'origine des acteurs.

Effet secteur

Quand une partie de l'activité est concentrée dans des secteurs à demande incompressible et peu contestables, l'enrichissement peut continuer même si le pays stagne. Énergie, carburants, logistique, télécoms, importations. La masse de la population, elle, subit une économie contrainte.

Effet rente et contrats asymétriques

Le dossier énergie décrit une mécanique où l'État vend l'électricité très en dessous de son coût, tout en payant cher des intrants et des solutions d'urgence. Coûts élevés du kWh, dépendance au thermique, locations de groupes, carburant importé, arriérés.

Dans un tel système, il est possible que des opérateurs privés aient des marges confortables. Il est aussi possible qu'ils aient des marges normales mais sur des volumes et des paiements garantis. Dans les deux cas, la clé est la même : **le public perd de l'argent et la chaîne privée encaisse**, parce que la structure est conçue pour maintenir le service minimal.

Effet devise

Une partie des coûts est en dollars, fuel, pièces, machines. Les groupes capables de répercuter, de se couvrir, ou d'opérer en devises, prennent un avantage mécanique dans une économie en monnaie faible.

Effet concentration

Quand quelques groupes se retrouvent à la fois fournisseurs, créanciers, et indispensables à la continuité, ils deviennent des nœuds. La Cartographie insiste sur la dépendance financière de l'État à certains fournisseurs liés à l'énergie et au carburant, ce qui renforce leur poids.

Effet « économie duale »

Le PIB par habitant peut stagner ou reculer pendant qu'une minorité accumule, si la croissance se fait dans des poches captées et si l'État ne redistribue pas via fiscalité, services publics, concurrence. La Cartographie décrit précisément cette dissociation entre représentation économique, secteurs stratégiques et vécu social.

Effet « Histoire⁹ »

Après 1972, l'État contrôle fortement l'économie, mais l'accès aux licences, devises et marchés devient une monnaie politique. Des intermédiaires privés obtiennent des positions clés en échange de l'approvisionnement du pays, ce qui installe clientélisme et corruption. Les années 1980-1990 ne cassent pas le système, elles le transforment via privatisations et dérégulations, au profit des acteurs déjà proches du pouvoir. L'énergie se développe dans cette opacité, avec contrats et concessions souvent contestables. **Ce n'est pas une communauté, mais une fraction d'élites économiques, toutes origines confondues, qui profite de cette architecture.** Nous avons les résultats visibles aujourd'hui dans la société malgache avec ses extrêmes contrastes. Moins de 0,1% de la population, une minorité, détient l'équilibre (non-équilibre) de ce pays.

Pourquoi si peu d'enquêtes sur les mécanismes énergie, et pas seulement sur les symptômes ?

Il existe plusieurs explications possibles. Aucune ne justifie le statu quo, mais elles aident à comprendre la difficulté.

L'enquête est plus complexe

Démanteler un réseau de faux actes fonciers peut être long, mais la chaîne de preuve est souvent plus directe. Un schéma de surfacturation énergétique, lui, suppose audits, accès aux contrats, benchmarks internationaux, analyse des coûts complets, et expertise technique.

Le risque juridique et financier est élevé

Toucher à des contrats d'énergie peut entraîner arbitrages, pénalités, ruptures d'approvisionnement. Un État fragile hésite, surtout quand il dépend déjà de ces fournisseurs pour éviter le black-out.

La frontière entre politique publique et rente privée est floue

Quand l'urgence gouverne, le provisoire devient permanent. Les contrats signés pour tenir trois mois tiennent dix ans. Les exceptions deviennent la norme.

⁹ <https://www.diapason.mg/la-jirama-et-ses-dependances/>

Ce qui concentre le pouvoir économique dans l'énergie, ce n'est pas seulement une part de marché, c'est l'addition de trois leviers :

- Contrôle du carburant ou de la logistique « carburant »
- Contrôle de la capacité de production de secours, groupes et centrales louées
- **Capacité à faire pression via la dette et les arriérés, donc via la continuité du service**

Le sujet est explosif socialement

Accuser un groupe sur une base identitaire est un piège. Mais ignorer la question de la concentration et de la transparence est une autre forme de risque, parce que cela nourrit les tensions et le ressentiment.

Ce que la justice peut faire, sans ethniciser, et sans se tromper de cible

Si l'objectif est de restaurer la confiance, la stratégie la plus solide est simple : attaquer les mécanismes, pas les communautés. Et publier les faits.

Trois actes concrets

1. Créer un registre public des contrats énergétiques : PPA¹⁰, locations, indexations, garanties, avenants, bénéficiaires effectifs, et règles de passation.
2. Lancer un audit indépendant du coût complet des tiers : coût d'achat du carburant, coûts des groupes, maintenance, marge, clauses de capacité, comparaisons régionales.
3. Prioriser les enquêtes sur les conflits d'intérêts : signatures, commissions, intermédiations, et patrimoines, en cohérence avec la logique affichée de lutte contre les avoirs illicites, y compris à l'international¹¹.

À partir de là, le débat change de nature. Il sort du soupçon. Il entre dans le droit.

Conclusion

La justice peut frapper. Elle peut aussi structurer. Pour l'instant, elle montre qu'elle peut punir. Elle doit maintenant prouver qu'elle peut assainir.

Le pari est là : passer d'une justice événementielle à une justice systémique. Une justice qui ne se contente pas de dossiers visibles, mais qui éclaire les contrats qui gouvernent l'économie.

Car si l'énergie reste un trou noir de transparence, si la JIRAMA continue d'acheter cher et de vendre à perte, si l'État reste captif de créanciers privés sur un secteur vital, alors la question de la souveraineté ne sera pas une idée abstraite. Elle sera un vécu quotidien, fait de coupures, de chômage, de colère, et d'une confiance qui s'effondre.

¹⁰ Power Purchase Agreement, en français contrat d'achat d'électricité

¹¹ <https://www.lexpress.mg/2025/12/madagascar-suisse-un-accord-sur-le-gel.html>

Le gouvernement se retrouve donc face à une équation presque insoluble. Il doit financer une politique de refondation alors que les caisses sont vides, que la marge budgétaire est étroite, et que les bailleurs restent en observation, prêts à soutenir mais pas à signer un chèque sur la seule base d'un discours. Dans le même temps, l'urgence quotidienne impose de réduire les délestages, donc de sécuriser l'approvisionnement, ce qui renvoie immédiatement aux tiers qui tiennent une partie de la production d'appoint, du fuel, et des contrats les plus coûteux. Attaquer frontalement ces acteurs, exiger la transparence totale, renégocier ou suspendre, c'est prendre le risque d'un choc électrique et social immédiat. Ne pas le faire, c'est accepter une forme de compromis tacite : moins de délestage à court terme, contre une impression d'impunité et la perpétuation des mécanismes qui étranglent l'économie.

Enfin, il est crucial de donner au public des exemples concrets de procès menés jusqu'au bout, où des protagonistes, quels qu'ils soient et quelle que soit leur origine (karana, malgache, français...), peuvent être inquiétés, jugés et punis, afin de prouver que la règle commune s'applique réellement à tous et de casser le sentiment d'impunité qui ronge la confiance collective.

Sources et traçabilité

- Diapason, Comprendre la situation énergétique de Madagascar, dossier Final2, chiffres clés sur coûts, pertes, dépendance thermique, structure de déficit.
- Diapason, Cartographie économique des communautés, éléments sur endettement envers fournisseurs énergie carburant et structuration de réseaux économiques.
- BIANCO, communications sur spoliations foncières et suites judiciaires. (bianco-mg.org)
- Presse malgache et régionale, informations recoupées sur détentions préventives et déclarations du parquet. ([L'Express de Madagascar](#))
- Accord Madagascar-Suisse sur gel et restitution d'avoir illicites, annonces relayées par la presse et reprises par des sources régionales. ([L'Express de Madagascar](#))

Rédaction - Diapason